

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 23 MARS 2023**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 23 mars 2023, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance :

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
63	16	2

OBJET DE LA DELIBERATION

N° 23/03/072

**CONVENTION TRIPARTITE
ENTRE LA METROPOLE
TPM, LE CONSEIL
DEPARTEMENTAL DU VAR
ET LA S.A. REGIE MIXTE
DES TRANSPORTS
TOULONNAIS RELATIVE AUX
MODALITES TARIFAIRES
DESTINEES A L'INSERTION
DES BENEFICIAIRES DU
REVENU DE SOLIDARITE
ACTIVE (RSA) POUR
L'ANNEE 2023 (DU MOIS DE
FEVRIER A AVRIL 2023) -
AUTORISATION DE
SIGNATURE**

PRESENTS :

M. Olivier CHARLOIS , Mme Geneviève LEVY, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Laurent JEROME, Mme Isabelle MONFORT, M. Emilien LEONI, M. Jean-Louis MASSON, M. Hervé STASSINOS, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Yann TAINGUY, M. Mohamed MAHALI, M. Christophe MORENO, Mme Valérie RIALLAND, Mme Nadine ESPINASSE, M. Francis ROUX, Mme Edwige MARINO, Mme Chantal PORTUESE, Mme Amandine LAYEC, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, Mme Magali TURBATTE, Mme Sylvie LAPORTE, Mme Anaïs DIR, Mme Corinne JOUVE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Pierre BONNEFOY, M. Bruno ROURE, Mme Kristelle VINCENT, Mme Christine SINQUIN, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, Mme Valérie BATTESTI, M. Arnaud LATIL, Mme Delphine GROSSO, M. Laurent BONNET, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Pascale JANVIER, M. Erick MASCARO, M. Albert TANGUY, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-David MARION, Mme Josée MASSI, M. Amaury CHARRETON, M. Philippe LEROY, Mme Basma BOUCHKARA, Mme Valérie MONDONE, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Bernard ROUX, Mme Anne-Marie METAL, M. Gilles BALDACCHINO.

REPRESENTES :

M. Philippe BERNARDI ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, Mme Béatrice BROTONS ayant donné pouvoir à Mme Nadine ESPINASSE, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à Mme Kristelle VINCENT, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Franck CHOUQUET ayant donné pouvoir à Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Jean-Pierre COLIN ayant donné pouvoir à Mme Corinne CHENET, M. Laurent CUNEO ayant donné pouvoir à Mme Edwige MARINO, M. Jean-Pierre EMERIC ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Emilien LEONI, Mme Audrey PASQUALI-CERNY ayant donné pouvoir à Mme Anaïs DIR, M. Christian SIMON ayant donné pouvoir à Mme Anne-Marie METAL, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE, Mme Sandra TORRES ayant donné pouvoir à Mme Nathalie BICAIS, Mme Véronique BERNARDINI ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX.

ABSENTS :

M. Anthony CIVETTINI, Mme Cécile MUSCHOTTI.

Séance Publique du 23 mars 2023

N° D' O R D R E : 23/03/072

O B J E T : CONVENTION TRIPARTITE ENTRE LA METROPOLE TPM, LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR ET LA S.A. REGIE MIXTE DES TRANSPORTS TOULONNAIS RELATIVE AUX MODALITES TARIFAIRES DESTINEES A L'INSERTION DES BENEFICIAIRES DU REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE (RSA) POUR L'ANNEE 2023 (DU MOIS DE FEVRIER A AVRIL 2023) - AUTORISATION DE SIGNATURE

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1 et L5211-1,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU les statuts de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la Délégation de Service Public n°02DP13 du 13/06/2013,

VU la délibération n°22/11/327 du Conseil Métropolitain en date du 16 novembre 2022 prolongeant la Délégation de Service Public n°02DP13 jusqu'au 30 avril 2023,

VU la délibération n°22/11/329 du Conseil Métropolitain du 16 novembre 2022 reconduisant pour l'exercice 2022 et le mois de janvier 2023, les modalités d'octroi et de financement de la tarification sociales en faveurs des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA), effectuant une démarche d'insertion sur l'ensemble de ressort territorial de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU l'avis de la Commission Mobilités du 10 mars 2023,

CONSIDERANT l'intérêt de reconduire pour la période du 1^{er} février au 30 avril 2023 les modalités d'octroi et de financement de la tarification sociale en faveur des bénéficiaires du Revenu de solidarité Active (RSA) effectuant une démarche d'insertion sur l'ensemble du ressort territorial de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE CONCLURE sur l'exercice 2023, pour la période du 1^{er} février au 30 avril, une nouvelle convention de partenariat financier entre le Conseil Départemental du Var, la Régie Mixte des Transports Toulonnais et la Métropole Toulon Provence Méditerranée définissant les modalités d'octroi et de financement de la tarification sociale applicable aux bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) effectuant une démarche d'insertion, sur l'ensemble du périmètre du ressort territorial de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 2

DE DIRE que le montant maximum prévisionnel de la participation du Conseil Départemental du Var sur la période considérée est de 30 000 euros TTC.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer avec le Conseil Départemental du Var et la Régie Mixte des Transports Toulonnais, la convention relative aux modalités tarifaires applicables aux allocataires du RSA sous contrat d'engagements réciproques, sur le réseau de transport de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 23 mars 2023

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR 67

CONTRE 0

ABSTENTION 2

Monsieur Amaury NAVARRANNE, Monsieur Gilles BALDACCHINO.

Elu(s) ne prenant pas part au vote :

Monsieur Thierry ALBERTINI, Monsieur Robert BENEVENTI, Monsieur Laurent JEROME, Monsieur Jean-Louis MASSON, Madame Valérie RIALLAND, Madame Véronique BERNARDINI, Monsieur Francis ROUX, Monsieur Pierre BONNEFOY, Madame Sandra TORRES, Madame Nathalie BICAIS.

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU VAR

**CONVENTION DE PARTENARIAT FINANCIER ENTRE LE DEPARTEMENT DU
VAR, LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET LA REGIE
MIXTE DES TRANSPORTS TOULONNAIS POUR LA PERIODE DU 1ER FEVRIER
2023 AU 30 AVRIL 2023**

LES SOUSSIGNES

Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil Départemental du Var, agissant en vertu de la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental du Var n° du 2023,

d'une part,

ET

Monsieur Hubert FALCO, Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, Ancien Ministre, agissant en vertu de la délibération N° / / du Conseil Métropolitain du 23 mars 2023,

ET

La société Régie Mixte des Transports Toulonnais (RMTT), délégataire du Service Public de transports en commun « Réseau Mistral » pour le compte de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par Monsieur Thierry DURAND, Directeur de la Régie Mixte des Transports Toulonnais,

d'autre part,

LES PARTIES CONVIENNENT QUE :

ARTICLE 1er - Objet

Dans le cadre du contrat de Délégation de Service Public qui lie la Métropole Toulon Provence Méditerranée, (Métropole TPM) en tant qu'autorité délégante, et la société Régie Mixte des Transports Toulonnais (RMTT), en tant que délégataire, la présente convention a pour objet la définition des modalités d'octroi et de financement de la tarification sociale applicable aux allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA) dans l'usage du Réseau Mistral, sur l'ensemble du périmètre de transport urbain de la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour l'année 2023 (du mois de février à avril 2023 inclus).

L'accès au tarif réduit des transports s'inscrit dans une démarche d'insertion pour les allocataires du RSA qui rencontrent des difficultés matérielles pour se déplacer dans le cadre de leur projet d'insertion.

ARTICLE 2 – Modalités pratiques

Article 2.1 - Tarif applicable aux bénéficiaires du RSA sous contrat d'engagement réciproques (CER) ou projet personnalisé d'accès à l'emploi (PPAE) :

Les allocataires du RSA susvisés peuvent prétendre au titre « 10 voyages tarif réduit » sur les lignes terrestres et maritimes du Réseau Mistral (hors services personnes à mobilité réduite – TPMR et taxis bus de nuit).

La tarification sociale s'applique sur l'ensemble du territoire de la Métropole TPM.

Au 1er janvier 2023, le prix à tarif réduit pour 10 voyages est de 6,90 € (TTC) tandis que le titre de 10 voyages tarif normal est de 10 € (TTC).

Article 2.2 - Ayants droits :

Peuvent prétendre au tarif, les allocataires du RSA et leurs ayants droits (conjoint, concubin, pacsé) :

- domiciliés dans l'une des communes de la Métropole TPM,
- titulaires d'un contrat d'engagements réciproques ou d'un projet personnalisé d'accès à l'emploi en cours de validité.

Article 2.3 - Modalités de rechargement du profil « allocataires du RSA » permettant l'utilisation du tarif « 10 voyages tarif » :

Les personnes titulaires d'une fiche de liaison doivent se présenter dans une agence commerciale du Réseau Mistral et se voient remettre en échange de la fiche de liaison, soit, lors d'une création une carte sans contact « Mistral » sur laquelle est porté le profil « allocataire du RSA » pour la période fixée par la fiche de liaison (3, 6, 9 ou 12 mois). Sur ce support « sans contact », le titulaire peut charger, dans les agences commerciales ou chez les commerçants dépositaires, et pour la durée du profil, le titre « 10 voyages tarif réduit ».

Article 2.4 - Etude préalable des droits :

Les travailleurs sociaux des Unités Territoriales et Sociales (UTS) du Département du Var et les organismes habilités par le Département du Var, que sont Pôle emploi, la Mutualité sociale agricole (MSA), le Centre départemental pour l'insertion sociale (CEDIS), Les amis de Jéricho, UDV, l'Association Varoise d'Accueil Familial (AVAF), Logivar UDV, API Provence, Archaos, En chemin, l'Association Nationale de Prévention Alcoolologie Addictologie (ANPAA), Ariane Méditerranée, l'AVIE, AXIS, Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF), Face Var, Initiative formation appui pédagogique emploi (IFAPE), Garrigues, Maison de l'emploi Toulon Provence Méditerranée (MDE TPM), procèdent à l'étude préalable des droits à la tarification sociale des intéressés.

A compter de janvier 2023, la liste des prescripteurs sera élargie aux opérateurs d'accompagnement retenus dans le cadre de l'appel à projets FSE+ lancé par le Département. Après accord préalable des parties, la liste exhaustive des partenaires concernés sera communiquée à la Métropole TPM et la RMTT par le Département.

Ils remettent à l'allocataire du RSA, sur présentation des justificatifs requis (pièces d'identité, justificatif de domicile, contrat d'engagement réciproques validé par le Département du Var (direction du développement social et de l'insertion) ou PPAE, une fiche de liaison dûment remplie et validée à partir de laquelle le délégataire de transport public (RMTT) est habilité à créer ou valider un profil « allocataire du RSA » sur la carte sans contact « Mistral ».

Article 2.5 - Suivi statistique :

La Métropole TPM, par l'intermédiaire du délégataire, la RMTT, centralise l'ensemble des données relatives aux allocataires bénéficiant de la mesure et fournit sur simple demande du Département du Var (direction du développement social et de l'insertion) à la fin de chaque trimestre civil, la liste des personnes pour lesquelles le profil « allocataires du RSA » a été validé. Ce listing, transmis via un logiciel de cryptage, comporte l'identité des intéressés, le numéro de la carte et la durée de sa validité, la commune de résidence, ainsi que toutes données utiles au suivi statistique du dispositif.

ARTICLE 3 – Modalités de la participation du Département

La participation de Département du Var correspond :

d'une part, aux frais d'établissement des cartes nominatives au tarif de :

- 8 € pour une carte valable sur la durée du contrat d'engagements réciproques d'une année,
- 6 € pour un contrat d'une durée de 9 mois,
- 4 € pour un contrat d'une durée de 6 mois,
- 2 € pour un contrat d'une durée de 3 mois.

Et d'autre part, au montant de la réduction forfaitaire accordée aux allocataires du RSA. Cette réduction – pour les voyages effectués – est égale à la différence entre le prix du tarif normal (1,00 €, tarif en vigueur au 1^{er} janvier 2023) et le prix tarif « réduit » (soit 0,69 € en vigueur au 1^{er} janvier 2023) multiplié par la mobilité mensuelle forfaitaire moyenne des allocataires du

RSA et le nombre de cartes Mistral dont le contrat profil « allocataires du RSA » en cours de validité.

Les tarifs de référence sont fixés chaque année par délibération de la Métropole TPM, Autorité Organisatrice des transports.

Le montant maximum prévisionnel de la participation du Département du Var pour la période courant du 1^{er} février 2023 au 30 avril 2023 est de 30 000 €.

La participation est mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant est crédité sur le compte de la Régie Mixte des Transports Toulonnais, délégataire de la Métropole TPM, sur la base des factures trimestrielles présentées par ladite société au Département à trimestre civil échu ou, en cas de résiliation de la présente convention, sur la base de la dernière facture mensuelle ou bimensuelle établie à terme échu.

Le comptable est le payeur départemental du Var qui assure le versement.

ARTICLE 4 – la protection des données personnels

Article 4.1 - Confidentialité :

Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité.

Par ailleurs, les personnes amenées à intervenir dans les missions assurées auprès des allocataires du revenu de solidarité active sont tenues au secret professionnel tel que prévu à l'article L262-44 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4.2 – Protection des données à caractère personnel et formalités – Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) :

Les partenaires signataires de la convention s'engagent à respecter les dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles ainsi que le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018. Ces dispositions concernent :

- le droit d'information des personnes en cas de collecte de données personnelles entrant dans le champ de la convention ;
- l'exercice des droits des personnes en cas de gestion des données personnelles entrant dans le champ de la convention ;
- la communication du nom du délégué à la protection des données et ses coordonnées conformément à l'article 37 du Règlement (UE) 2016/679 ;
- la déclaration écrite de la tenue d'un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679.

Article 4.3 – Sécurité des données à caractère personnel :

Concernant la détermination du niveau de sécurité requis en fonction du traitement :

Les signataires s'engagent à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, avec en particulier la mise

en œuvre des moyens nécessaires permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement.

Lorsque la finalité du traitement est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, les parties s'engagent à s'aider mutuellement pour la réalisation d'une analyse d'impact sur la vie privée (Art. 35 du règlement) : évaluation globale du risque présenté par le traitement pour les droits et liberté des personnes.

Concernant les failles de sécurité, physiques ou logiques (articles 33 et 34 du règlement), les signataires s'engagent à s'informer, dans les plus brefs délais et au maximum dans les quarante-huit heures après en avoir pris connaissance, en cas de survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes ou indirectes sur le traitement des données.

Ils documentent le plus précisément possible la faille de sécurité en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

ARTICLE 5 – Durée de la convention :

La présente convention est conclue pour une durée de 3 mois, sous réserve de la prolongation par voie d'avenant du contrat de délégation de service public liant la Métropole TPM, en tant qu'autorité délégante, et la RMTT, en tant que délégataire.

ARTICLE 6 - Modification de la convention :

La présente convention pourra être modifiée par avenant dans le cas où la Métropole Toulon Provence Méditerranée serait amenée à délibérer sur une nouvelle grille ou un nouveau barème tarifaire.

ARTICLE 7 - Résiliation de la convention :

Au cours de cette période, elle peut être résiliée à l'initiative du Département du Var ou de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, moyennant un préavis de deux mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception.

Par ailleurs, la présente convention sera résiliée de plein droit et à effet immédiat, dans l'hypothèse où la Délégation de Service Public prendrait fin au cours de l'exercice.

ARTICLE 8 - Litiges :

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www. Telerecours.fr](http://www.Telerecours.fr)

ARTICLE 9 – Caractère exécutoire de la convention :

La présente convention entre en vigueur après avoir été signée par les parties.

ARTICLE 10 : le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le tribunal administratif de Toulon est seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Toulon, le

**Pour la Métropole Toulon
Provence Méditerranée**

**Pour le délégataire, la
Régie Mixte des
Transports Toulonnais
(RMTT)**

**Pour le Conseil
Départemental du Var**

**Le Président
Hubert FALCO**

**Le Directeur
Thierry DURAND**

**Le Président
Jean-Louis MASSON**